

Harcèlement sexuel : Lever l'omerta partout... y compris au travail

Interpellé sur l'affaire Harvey Weinstein lors de son « Grand entretien », le 15 octobre sur TF1, Macron a versé une larme de circonstance sur les violences subies par les femmes au quotidien. Dans un élan de courage politique, il s'apprête... à retirer à Weinstein sa Légion d'honneur. Tremblez violeurs de par le monde... Sûr qu'avec des amis comme Macron, les femmes n'ont pas besoin d'ennemis!

POLICE PARTOUT, JUSTICE NULLE PART

Mis au pied du mur, Macron a promis une loi sur le harcèlement sexuel pour 2018. Au passage, il en a profité pour faire passer la pilule de la création d'une « police de la sécurité du quotidien », pourtant dans les cartons depuis longtemps. Mais qui peut croire qu'il sera mis un coup d'arrêt au harcèlement de rue grâce à plus de policiers dans le métro? Quand bien même il serait possible de saisir « l'outrage sexiste » en flagrant délit — peu de chances —, que fera cette police qui, aujourd'hui, refuse si souvent de prendre les plaintes de victimes de viols, quand, à l'occasion, ce ne sont



pas des policiers qui s'en rendent eux-mêmes coupables? Comme par hasard, pour Macron, c'est dans « les quartiers les plus difficiles », que se passerait l'essentiel du harcèlement... C'est faux! S'il y en a là comme partout, le multimillionnaire Harvey Weinstein ne sévit pas, qu'on sache, dans les ghettos pauvres de Los Angeles! L'actualité

récente et toutes les études montrent en réalité que harcèlement et violences sexuelles ont lieu dans tous les milieux. C'est cracher sur ce malaise quotidien des femmes que de l'utiliser comme prétexte à des fins sécuritaires et racistes pour renforcer les contrôles au faciès et les interpellations.

#BALANCETONPATRON

Macron s'est gardé de pointer du doigt le fait que 25 % des agressions sexuelles ont aujourd'hui lieu au travail : une femme sur cinq est victime de harcèlement au cours de sa vie professionnelle. Là aussi, suite à l'affaire Weinstein et le fil twitter #MeToo (« Moi aussi »), la parole s'est libérée, en tout cas sur les réseaux sociaux. Jusqu'en France, avec # BalanceTonPorc. Un remarquable retour à l'envoyeur, balancé comme un direct du droit, où des femmes racontent les violences et le harcèlement sexuel au travail, commis en général par un chef ou un patron. Et c'est au quotidien qu'elles ont à se défendre des mots obscènes, des mains aux fesses, des agressions... et ce face à la hiérarchie, à la menace de représailles ou de la perte de leur emploi. Quelle hypocrisie de la part du gouvernement, qui part soi-disant en guerre contre le harcèlement sexuel alors même qu'il vient de supprimer une des faibles garanties légales pour combattre, entre autres, le harcèlement : le CHSCT. Derrière la façade féministe, les gouvernements successifs ont une grande part de responsabilité dans le fait que les femmes sont payées

en moyenne 24 % moins que les hommes, que le droit à l'avortement est remis en question par la fermeture des centres IVG, que moins de 2 % des affaires de viols aboutissent à une condamnation, et l'on en passe. **En France, au XXIe siècle, 84 000 femmes sont violées chaque année et les violences sexuelles font partie de leur vie quotidienne.**

La société capitaliste s'appuie sur cet assujettissement des femmes, l'utilise pour diviser les opprimés, les travailleurs et donc, en fin de compte, l'organise, avec l'appui des religions quelles qu'elles soient qui ont toujours rendu les femmes responsables du péché... et aujourd'hui coupables de la sexualité des hommes. Les femmes ne sont ni un gibier pour libidineux, ni un trophée qu'on ramasse quand on a le pouvoir. L'heure est à se défendre collectivement contre ces hommes en position de profiter du pouvoir conféré par une société d'exploitation, et à se battre, en tant que femmes et en tant que travailleuses, contre ce système qui carbure à notre asservissement. Un combat de tout le monde du travail!

Être une femme au XXIe siècle

Le 8 mars on célèbre quelque chose; la presse et même les livres d'histoire parlent de la « journée de la femme ». Le quiproquo n'est pas unique mais il est bon de le rappeler. L'idée d'une journée de célébration vient du Parti socialiste américain en 1909 pour se souvenir d'une sanglante répression. En 1911 l'internationale socialiste, qui à cette époque regroupait les réformistes et les révolutionnaires ensemble, reprend l'idée à son congrès international. C'était une journée de lutte qui revendiquait l'égalité sociale et politique. C'était une initiative du mouvement des travailleurs. Parler de droits des femmes, de classes sociales ou de lutte, cela fait très poussiéreux. Mais où en est-on aujourd'hui? D'après le Gender gap report 2016, il faudrait attendre 170 ans avant d'atteindre l'égalité des sexes. Au-delà de l'absurdité du calcul, et du temps

extrêmement long que cela représente, cette démarche nous dit autre chose : nous serions sur la voie vers l'égalité et même s'il faut être patient, celle-ci finira bien par arriver. Cette approche de la question fait totalement l'impasse sur le fait que presque chaque avancée n'a pas été le fruit du hasard. Les questions des inégalités, de genre sont de plus en plus présentes dans les médias, un champ de discussions est ouvert, et cela donne l'impression étrange mais trompeuse que les choses avancent spontanément. On a tendance à oublier que les progrès réalisés, et il y en a, sont le fruit de longues luttes, et qu'à l'échelle mondiale, nous sommes encore bien loin de cette « presque égalité ». Même si le constat est terrifiant, partout les femmes ne sont pas les éléments passifs que l'on croit, mais résistent et se battent pour leurs droits. Petit tour d'horizon.

DISCIPLINER LES FEMMES PAR LA VIOLENCE

L'un des exemples les plus marquants de violences systématiques à l'égard des femmes est le Mexique. À tel point que l'on crée un néologisme : féminicide, l'élimination systématique des femmes. Entre 2005 et 2011, 12 000 femmes ont été violemment assassinées au Mexique, dont 2 000 rien que dans l'État de Mexico. Chiffres 15 fois supérieurs à la moyenne mondiale. 6,4 assassinats de femmes au quotidien. Ciudad Juárez concentre les assassinats et enlèvements. Cette ville frontalière, où sont employés plus de 240 000 travailleurs dont une majorité de femmes, symbolise ce massacre silencieux. Ici on assemble pour les capitaux Américains et à bas prix pour le marché intérieur. Sous-payées, violées, assassinées; et puisqu'elles sont pauvres elles restent anonymes

LES EXPÉRIENCES ÉDUCATIVES EN URSS



Comment apprendre pendant une révolution, rendre autonomes ses acteurs? Des institutions pour orphelins à l'éducation des jeunes filles, ou la construction d'un ensei-

gnement technique et scientifique, la jeune révolution a construit, sur un champ de ruines, une école différente... et émancipatrice!

JEUDI 9 NOVEMBRE 17 H 30

QUARTIER GUIST'HAU
(VOIR DIFFUSEURS POUR LE LIEU)

dans l'indifférence des autorités locales corrompues.

L'assassinat n'est pas la seule forme de violence. Le viol comme arme de guerre en est une autre fort répandue. L'exemple de la République démocratique du Congo (RDC), le viol provoque une terreur durable et ses effets se ressentent sur plusieurs générations. En 2004-2005, l'ONU et les ONG estimaient que jusqu'à 100 000 femmes avaient été violées dans l'ensemble des provinces de l'Est de la RDC. Cette méthode a déjà été utilisée lors de précédents conflits : pendant le génocide au Rwanda, 250 000 femmes ont été violées. Mais l'Afrique n'a pas le monopole du viol comme l'atteste, plus près de nous, la guerre dans l'ex-Yougoslavie, dans les années 90.

Une autre violence, plus silencieuse, est bien plus générale se produit dans nos sociétés : par exemple, en France 223 000 femmes victimes de viols et de violences conjugales en moyenne sur une année.

Nombreuses sont celles qui résistent, souvent dans l'anonymat et dans des conditions difficiles. Un exemple, parmi d'autres : celui du rassemblement national des femmes en Argentine. Bien qu'en partie institutionnalisée, cette rencontre se propose de rassembler les expériences à l'échelle du pays, d'échanger et parfois coordonner. Cette année la rencontre a eu lieu en province rassemblant près de 40 000 femmes. Les débats furent vifs, les clivages importants, les accrochages entre partisans et adversaires de l'Église furent nombreux. Mais dans un pays marqué par une culture violente envers les femmes, c'est un événement qui doit être vu comme un pas en avant.

UNE PLACE À CONQUÉRIR DANS LA SOCIÉTÉ

Le XXe siècle a vu l'entrée des femmes sur le marché du travail, et par des luttes la maîtrise partielle de leur corps (avortement, contraception). Ces avancées sont aujourd'hui contestées. En Pologne, qui compte parmi les pays européens aux lois sur l'avortement les plus restrictives (avec l'Irlande), le gouvernement catholique conservateur a voulu étendre sa restriction même dans les cas de viols et de malformation du fœtus. Contre toute attente des milliers de femmes ont défilé en noir et ont réussi à faire reculer le gouvernement. Un recul provisoire mais qui n'a pu être obtenu que par la lutte. Le contrôle du corps est redevenu une lutte centrale, il est contesté quasiment partout. Fin 2013, le Parlement européen rejetait la proposition d'élever le droit à l'avortement au rang des « droits humains ». En Italie, un dispositif d'« objection de conscience » permet à des médecins de plus en plus nombreux de refuser de le pratiquer.

Sur un autre plan, l'inégalité se constate aussi sur les salaires. En Europe, à qualification et tâche égales, les femmes sont payées 18 % de moins que les hommes. À cela, il faut prendre en compte le fait que la majorité des familles monoparentales est constituée de femmes élevant leurs enfants seules. Elles travaillent davantage à temps partiel et si on intègre les différences de durée travaillée, l'écart s'accroît et atteint 23 %. Les femmes gagnent en moyenne à peine 50 % de ce que gagnent les hommes dans le monde. Pour faire prendre conscience de ces écarts, en Islande des militantes ont lancé l'initiative étonnante. Le 24 octobre 2016 14 h 38 exactement, des milliers d'Islandaises ont arrêté de travailler. Étant rémunérées 14 % de moins que leurs collègues masculins, elles arrêtaient d'être payées après cette heure précise alors que les hommes le sont jusqu'à 17 heures. L'idée d'une grève pour l'égalité des salaires s'impose comme une évidence.



tement, des milliers d'Islandaises ont arrêté de travailler. Étant rémunérées 14 % de moins que leurs collègues masculins, elles arrêtaient d'être payées après cette heure précise alors que les hommes le sont jusqu'à 17 heures. L'idée d'une grève pour l'égalité des salaires s'impose comme une évidence.

BEAUCOUP D'EXPÉRIENCES, MAIS POUR QUELLE PERSPECTIVE ?

Le tableau est sombre mais il faut l'affronter avec lucidité. C'est d'abord sans doute réaliser que l'enjeu de cette lutte se situe au-delà des cadres institutionnels, des questions de parité. Non que ces options n'aient pas leur pertinence, mais assez vite l'on se rend compte qu'il s'agit d'une question de rapports de forces. Alors que faire ? D'abord sans doute appuyer ce qui existe et va dans le bon sens. Que cela veut-il dire ? C'est parfois s'impliquer dans un travail de terrain,

et il existe quelques chantiers ouverts par des équipes militantes sur les quartiers. C'est souvent s'impliquer dans une intervention dans le monde du travail, syndical mais pas seulement. Mais c'est toujours d'essayer de lier ce combat — la libération des femmes — avec toutes les autres luttes contre les injustices dans cette société et les causes qui les produisent et les perpétuent. Vouloir l'égalité entre les hommes et les femmes ce n'est pas changer les règles du jeu mais changer simplement de jeu. Avec un seul mot d'ordre : nous n'aurons que ce nous prendrons.

UNE INÉGALITÉ NATURELLE ?

À l'heure où les femmes ont un salaire encore 20 % inférieur à celui des hommes en France, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que les inégalités entre femmes et hommes que nous connaissons dans notre société n'ont rien de naturel. Bien évidemment il existe une différence entre femmes et hommes sur le plan biologique, bien que même dans ce domaine la frontière entre hommes et femmes soit parfois difficile à définir (cf. hermaphrodisme ou intersexualité). Sans parler de sexe biologique, cette « frontière » entre femmes et hommes et encore plus difficile à définir dans le domaine social. De nombreuses personnes refusent les codes traditionnels des genres masculins et féminins. Des études récentes tendent même à démontrer que certaines différences biologiques (comme le fait que les femmes sont en moyenne plus petites que les hommes) seraient dues à des inégalités sociales imposées aux femmes depuis des millénaires [1] ! Les inégalités dont on parle ici sont donc bien des inégalités sociales. Contrairement à ce que pensent certains, les inéga-

lités que subissent les femmes ne reposent pas sur une différence de capacités entre femme et homme. Elles sont le fruit du développement d'une société donnée et ne sont donc pas universelles et immuables. Depuis l'apparition du travail collectif, l'humanité est passée d'une adaptation biologique à une adaptation sociale. Ainsi nous disposons de très nombreux exemples de sociétés dites « primitives » dans lesquelles les femmes et les hommes avaient un rôle socialement équivalent. Chez les Iroquois, par exemple, ce sont les femmes qui avaient la responsabilité des stocks de vivres, et les hommes n'avaient pas le droit d'intervenir dans ce domaine [2].

Si dans nos sociétés les inégalités entre femmes et hommes sont apparues pendant la préhistoire, c'est bien sous le capitalisme qu'elles sont le plus visibles. Ce sont les femmes qui occupent les emplois les plus précaires, qui ont les salaires les plus bas, etc. Mais à travers ces inégalités qui touchent encore plus les femmes, c'est bien la classe ouvrière tout entière qui en est la victime. En précarisant la moitié des travailleurs, le capitalisme a trouvé là un formidable moyen de faire pression sur l'autre moitié !

[1] voir le documentaire de Véronique Kleiner « Pourquoi les femmes sont-elles plus petites que les hommes ? »

[2] pour plus d'exemples de ces sociétés « égalitaires », et d'autres beaucoup moins égalitaires, voir la brochure « L'oppression des femmes, hier et aujourd'hui : pour en finir demain ! » disponible sur le blog de l'anthropologue de Christophe Darmangeat : <http://cdarmangeat.blogspot.fr/>



QUI SOMMES-NOUS ?

Ce bulletin regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité, menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels, et les guerres dues à l'anarchie de

la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs et les jeunes peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle

et humaine, car ils constituent la majorité de la population, et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela, ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie, pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-

mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie, et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce bulletin s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine, et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.